

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales  
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2568

16 octobre 2013

### SOMMAIRE

3F Grund & Kapital (Luxembourg) A.G. . . . .	123223	Sky Solar Energy S.à r.l. . . . .	123219
Aardvark Limited . . . . .	123224	Smiths Finance Luxembourg S.à r.l. . . . .	123218
Alfa Diversified Payment Rights Finance Company S.A. . . . .	123225	Smiths Group Luxembourg S.à r.l. . . . .	123218
Allegion Luxembourg Holding and Finance S.à r.l. . . . .	123225	StyleWar S.A., société de gestion de patri- moine familial . . . . .	123262
Alluxa . . . . .	123225	Taurus Euro Retail II Holding S.à r.l. . . . .	123229
A.S. Adventure Luxembourg S.A. . . . .	123222	Tec-Lease S.à r.l. . . . .	123229
A. Schulman Sàrl & Cie, SCS . . . . .	123254	Tetrad S.A. . . . .	123230
Asteria S.A. . . . .	123226	THL CCD II (Luxembourg) S. à r.l. . . . .	123230
AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S . . . . .	123254	Timber Work & Trade S.à r.l. . . . .	123220
b2s S.à r.l. . . . .	123224	Tiptop Immo S.à r.l. . . . .	123220
Bolt Ventures Investments S.C.A. . . . .	123227	Tracolux S.A. . . . .	123221
Brasserie de Schengen S.à r.l. . . . .	123259	Trait d'Esprit S.A. . . . .	123220
Cosec S.à r.l. . . . .	123219	TSS Luxembourg I S.à r.l. . . . .	123220
Coyote Participations S.à r.l. . . . .	123256	TSS Luxembourg I S.à r.l. . . . .	123221
General Capital Group Invest S.A. . . . .	123225	UNA S.C.A. . . . .	123221
Lakes Japan Investments S.à r.l. . . . .	123227	UPRN 1 SE, Luxembourg branch . . . . .	123220
LP One Halbergmoos Sàrl . . . . .	123226	Valbonne Rail S.A. . . . .	123219
LP Three Darmstadt Sàrl . . . . .	123226	Valon S.A. . . . .	123222
Manchester (Luxembourg) S.à r.l. . . . .	123227	Videodeals.com S.A. . . . .	123219
Pimco Global Advisors (Luxembourg) S.A. . . . . .	123248	Vinicultor S.à r.l. . . . .	123222
Pimco Luxembourg IV S.A. . . . .	123248	Vinnolit Two Luxembourg . . . . .	123221
Platine SA . . . . .	123228	Vintners S.à r.l. . . . .	123222
QCP GCO Equity Investors S.à r.l. . . . .	123264	VisionAd Immo S.A. . . . .	123223
qip home . . . . .	123224	Wasaby S.A. . . . .	123218
Quiltstuff S.à r.l. . . . .	123228	Western Waterways S.A. . . . .	123222
Rotarex Finance S.A. . . . .	123229	Wheel Intellectual Property Management S.A. . . . .	123224
Rotarex Finance S.A. . . . .	123228	Woodie S.à r.l. . . . .	123224
Ryho Technology S.A. . . . .	123231	Wood Licence S.à r.l. . . . .	123223
Secure Industries S.A. . . . .	123234	Xenilux SA . . . . .	123231
Sky Capital Europe S.à r.l. . . . .	123229	Yano Properties S.A. . . . .	123223
Sky Capital Europe S.à r.l. . . . .	123218	Zafini Holding . . . . .	123223

**Sky Capital Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 152.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013122672/13.

(130148802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Smiths Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 21, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.380.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de  
résidence à Esch/Alzette, en date du 18 avril 2013, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 17 mai 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013122676/13.

(130149104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Smiths Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 21, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.379.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de  
résidence à Esch/Alzette, en date du 18 avril 2013, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 17 mai 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013122675/13.

(130149106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Wasaby S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 130.255.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28.08.2013.

Pour: WASABY S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013122757/15.

(130148862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Cosec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 89, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 54.039.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Marc Hahn

Gérant

Référence de publication: 2013122791/12.

(130149464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

---

**Valbonne Rail S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 153.378.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 8 août 2013*

Conformément à l'article 9 des statuts, le conseil d'administration décide de nommer Mr Achille VERMEIREN, employé privé, avec adresse professionnelle à Hertog Jan II Laan 34, B-3070 Kortenberg, Belgique, au poste de Président du Conseil d'Administration de la société, et ceci pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013122748/15.

(130149156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Sky Solar Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 148.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013122674/13.

(130148795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Videodeals.com S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 159.595.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 19 avril 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 mai 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013122749/13.

(130149093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Tiptop Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8185 Kopstal, 4, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 158.455.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

*Pour compte de TIPTOP IMMO Sarl*

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013122736/12.

(130149034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Timber Work & Trade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7430 Fischbach, 4, rue du Berger.

R.C.S. Luxembourg B 122.789.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2013122735/10.

(130148926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Trait d'Esprit S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 68.525.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122738/10.

(130149127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**TSS Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 140.347.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour TSS Luxembourg I S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013122741/11.

(130148643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**UPRN 1 SE, Luxembourg branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 143.108.

Les Comptes Annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2013122747/11.

(130149002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Tracolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7470 Saeul, 29C, rue de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 132.617.

*Extrait de résolution de l'assemblée générale extraordinaire du 26 août 2013:*

Suite à la démission de Monsieur Jean-Marc GODEFROID de son poste d'administrateur unique, il a été décidé, de nommer au poste d'administrateur unique, Madame Muriel DARAS, née le 19 avril 1963 à B-Seraing et demeurant au 29C rue de Mersch à L-7470 Saeul pour un mandat de 3 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.08.2013.

TRACOLUX S.A.

Muriel DARAS

*Administrateur unique*

Référence de publication: 2013122737/16.

(130149170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**TSS Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 140.347.

*Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale de l'associée unique en date du 22 juillet 2013*

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant.

2. M. Arnaud DELVIGNE, administrateur de sociétés, né à Bastogne (Belgique), le 3 novembre 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour TSS Luxembourg I S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013122742/16.

(130148750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Vinnolit Two Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 109.097.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Référence de publication: 2013122750/10.

(130148749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**UNA S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 166.810.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013122746/12.

(130149005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Vinicultor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1719 Luxembourg, 44, rue des Hauts-Fourneaux.  
R.C.S. Luxembourg B 169.133.

Le Bilan au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122755/10.

(130148898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Vintners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 134.080,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 128.278.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 Août 2012.

Référence de publication: 2013122756/10.

(130149089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Valon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 63.143.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 28 août 2013, la démission de Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg de ses fonctions d'administrateur a été acceptée. De ce fait le nombre d'administrateur a été réduit de 4 à 3.

Luxembourg, le 28.08.2013.

Pour VALON S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cédric Jauquet / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013122753/16.

(130149225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**A.S. Adventure Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2529 Howald, 20, rue des Scillas.  
R.C.S. Luxembourg B 36.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122798/9.

(130149686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

**Western Waterways S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 25, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 82.704.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122764/9.

(130149149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Yano Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8293 Keispelt, 24, rue Pierre Dupong.  
R.C.S. Luxembourg B 96.952.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2013,  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER  
*Notaire*

Référence de publication: 2013122768/11.

(130148947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Zafini Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 69, rue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 114.674.

Les comptes annuels au 29.02.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
*Signature*

Référence de publication: 2013122769/11.

(130149274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Wood Licence S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9809 Hosingen, 11, Op der Hei.  
R.C.S. Luxembourg B 116.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
*Signatures*  
*Gérant technique*

Référence de publication: 2013122760/12.

(130148746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**VisionAd Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6743 Grevenmacher, 1, rue Kummert.  
R.C.S. Luxembourg B 112.537.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122752/10.

(130149175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**3F Grund & Kapital (Luxemburg) A.G., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 146.577.

Der Domizilvertrag mit der Gesellschaft 3F Grund & Kapital (Luxemburg) A.G., RC Luxembourg B 146577, bezüglich des Gesellschaftssitzes 62, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg wurde zum 17. August 2013 gekündigt.

FIDES INTER-CONSULT S.A.  
*Administrateur*

Référence de publication: 2013122771/10.

(130148598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Wheel Intellectual Property Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 147.544.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Wheel Intellectual Property Management S.A.*

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2013122758/13.

(130148969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Woodie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 153.002.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christina Horf.

Référence de publication: 2013122761/11.

(130149105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**b2s S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2167 Luxembourg, 131, rue des Muguets.

R.C.S. Luxembourg B 113.891.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Léonie GRETHEN.

Référence de publication: 2013122787/10.

(130149856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

---

**qip home, Société Anonyme.**

Siège social: L-5368 Schuttrange, 25, rue de Neuhäusgen.

R.C.S. Luxembourg B 166.181.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122788/10.

(130149673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

---

**Aardvark Limited, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 123.853.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122799/10.

(130150133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

---



**Alluxa, Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.  
R.C.S. Luxembourg B 168.255.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 Août 2013.

ALLUXA S.A.

Représentée par ZIFFER.LU

Mme Maria Tkachenko

Référence de publication: 2013122805/13.

(130149697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

**Allegion Luxembourg Holding and Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 167.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 178.652.

**EXTRAIT**

Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 26 août 2013 que la démission de Monsieur Scott McKinlay, Gérant de catégorie A, a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013122804/14.

(130149541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

**Alfa Diversified Payment Rights Finance Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 114.424.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122803/10.

(130150023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

**General Capital Group Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 152.378.

*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 26 août 2013*

- La démission de Monsieur Peter Van Opstal, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg de sa fonction d'administrateur de la Société a été acceptée par l'actionnaire unique avec effet immédiat.

- Monsieur Philipp Schoeller, demeurant au Rodelweg 11, 82067 Ebenhausen, Allemagne, est désigné par l'actionnaire unique en tant qu'administrateur de la Société en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat se terminera lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013123041/17.

(130149594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

**LP One Halbergmoos Sàrl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 37.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 113.794.

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle en date du 27 Août 2013 que:

- Monsieur Jamal Dutheil, né le 25 Janvier 1979 à Paris, France et résident professionnellement au 15 Sloane Square, SW1W 8ER, à Londres, Royaume-Uni, est nommé en tant que Gérant B du Conseil de gérance de la Société avec effet au 27 Août 2013.

Par conséquent le Conseil de gérance est composé comme suit:

- Olivier Dorier, Gérant A
- Herman Schommarz, Gérant A
- Lee Hausman, Gérant B
- Mohammed Chowdhury, Gérant B
- Jamal Dutheil, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Munsbach, le 27 Août 2013.

Référence de publication: 2013122532/20.

(130149154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**LP Three Darmstadt Sàrl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 37.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 113.567.

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle en date du 27 Août 2013 que:

- Monsieur Jamal Dutheil, né le 25 Janvier 1979 à Paris, France et résident professionnellement au 15 Sloane Square, SW1W 8ER, à Londres, Royaume-Uni, est nommé en tant que Gérant B du Conseil de gérance de la Société avec effet au 27 Août 2013.

Par conséquent le Conseil de gérance est composé comme suit:

- Olivier Dorier, Gérant A
- Herman Schommarz, Gérant A
- Lee Hausman, Gérant B
- Mohammed Chowdhury, Gérant B
- Jamal Dutheil, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Munsbach, le 27 Août 2013.

Référence de publication: 2013122533/20.

(130148704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Asteria S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 100.164.

*Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 25 juillet 2013*

Le Conseil d'Administration, décide de transférer le siège social de la société, avec effet au 1<sup>er</sup> août 2013, de son adresse actuelle: 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, à l'adresse suivante:

11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ASTERIA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013122840/14.

(130149710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

---

**Manchester (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 101.308.

*Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 26 août 2013*

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant.
2. Monsieur Eric MAGRINI a démissionné de son mandat de gérant.
3. Monsieur Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Jérôme DEVILLET, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 21 mai 1986, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MANCHESTER (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013122560/20.

(130148855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Lakes Japan Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 175.898.

*Extrait des décisions prises par les associées en date du 26 août 2013*

1. Monsieur Jonathan LEPAGE a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
2. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
3. Monsieur Christophe-Emmanuel SACRE, administrateur de sociétés, né à Ottignies (Belgique), le 22 janvier 1985, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Jérôme DEVILLET, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 21 mai 1986, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Lakes Japan Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013122499/20.

(130148897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Bolt Ventures Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 165.959.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013122855/14.

(130149764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

**Platine SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1274 Howald, 85, rue des Bruyères.  
R.C.S. Luxembourg B 141.264.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social le 17 Mai 2013 à 10 heures*

A l'unanimité, il a été décidé ce qui suit:

1- L'assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes:

- CODEJA S.A.R.L., société immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 71771, dont le siège social est au 20, rue Michel Rodange - L-2430 Luxembourg.

L'assemblée élit en remplacement:

- Pyxis S.A., société immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 75177, dont le siège social est au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Le mandat du Commissaire aux Comptes expirera à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2018.

2- L'assemblée prend en compte le changement d'adresse de l'administrateur Monsieur Alexandre FRAZIS au 21, op Fankenacker à L-3265 Bettembourg.

Alain STUTZ / Alexandre FRAZIS / Philippe CHANTEREAU

*Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur*

Référence de publication: 2013122628/20.

(130148954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Rotarex Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7440 Lintgen, 24, route de Diekirch.  
R.C.S. Luxembourg B 42.556.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de ROTAREX FINANCE S.A., tenue au siège social le 14 juin 2013 à 18 heures*

**Résolution**

1. L'Assemblée décide le renouvellement des mandats des Administrateurs Délégués:

- Monsieur Jean-Claude SCHMITZ, Administrateur Délégué, demeurant professionnellement au 24, rue de Diekirch L-7440 Lintgen.

- Monsieur Philippe SCHMITZ, Administrateur Délégué, demeurant professionnellement au 24, rue de Diekirch L-7440 Lintgen.

- Madame Isabelle SCHMITZ, Administrateur Délégué, demeurant professionnellement au 24, rue de Diekirch L-7440 Lintgen.

Leurs mandats débiteront le 07 Juin 2013 et prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels du 31 Décembre 2013.

Toutes les résolutions sont prises à l'unanimité des voix.

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 19 heures après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau.

Philippe SCHMITZ / Marc SCHAUS / Jean-Claude SCHMITZ

*Secrétaire / Scrutateur / Président*

Référence de publication: 2013122655/24.

(130148605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Quiltstuff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7215 Bereldange, 11, rue de l'Orée du Bois.  
R.C.S. Luxembourg B 115.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, RUE DE BITBOURG L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2013122642/10.

(130148719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Sky Capital Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 152.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013122671/13.

(130148798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Tec-Lease S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 89, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 65.961.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Jean-Paul Hahn

Gérant

Référence de publication: 2013122719/12.

(130148781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Taurus Euro Retail II Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 260.000,00.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 121.725.

*Extrait rectificatif concernant la modification déposée le 28 septembre 2012 sous la référence L120166805*

Le présent document est établi en vue de corriger les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. En effet, une erreur matérielle s'est produite lors du dépôt enregistré en date du 28 septembre 2012 sous la référence L120166805.

La dénomination de l'associé de la Société détenant 9.360 parts sociales de classe A doit se lire de la manière suivante: 3095652 Nova Scotia Limited et non Nova Scotia Limited.

Toutes les autres mentions de la publication demeurent inchangées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Taurus Euro Retail II Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2013122711/17.

(130148840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Rotarex Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7440 Lintgen, 24, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 42.556.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de ROTAREX FINANCE S.A., tenue au siège social le 7 juin 2013 à 18 heures*

*Résolution*

1. L'Assemblée décide le renouvellement des mandats des Administrateurs:

- Monsieur Jean-Claude SCHMITZ, Administrateur, demeurant professionnellement à 24, rue de Diekirch L-7440 Lintgen.

- Monsieur Philippe SCHMITZ, Administrateur, demeurant professionnellement à 24, rue de Diekirch L-7440 Lintgen.
- Madame Isabelle SCHMITZ, Administrateur, demeurant professionnellement à 24, rue de Diekirch L-7440 Lintgen.
- Monsieur Marc SCHAUS, Administrateur, demeurant professionnellement à 24, rue de Diekirch L-7440 Lintgen.

Et celui du réviseur d'entreprises agréé:

- CLERC SA 1, rue Pletzer L-8080 Bertrange

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 Décembre 2013.

Toutes les résolutions sont prises à l'unanimité des voix.

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 19 heures après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau.

Philippe SCHMITZ / Marc SCHAUS / Jean-Claude SCHMITZ

Secrétaire / Scrutateur / Président

Référence de publication: 2013122654/25.

(130148605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Tetrad S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 46.646.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 13 juin 2013*

- Il est pris acte de la démission de Madame Isabelle SCHUL de son mandat d'administrateur et de ses fonctions de Président du conseil d'administration avec effet au 12 juin 2013.

- Monsieur Christian FRANCOIS, né le 1<sup>er</sup> avril 1975 à Rocourt (Belgique), employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'administrateur en remplacement de Madame Isabelle SCHUL, démissionnaire, avec effet à ce jour.

Le mandat de Monsieur Christian FRANCOIS viendra à échéance lors de la prochaine assemblée générale statutaire de l'an 2014.

La cooptation de Monsieur Christian FRANCOIS sera ratifiée à la prochaine assemblée générale statutaire.

- Monsieur Salim BOUREKBA, né le 11 mai 1971 à Hautmont (France), employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Président du conseil d'administration. Ce dernier assumera cette fonction pour une nouvelle période statutaire de six ans jusqu'à l'assemblée générale statutaire de l'an 2016.

Fait à Luxembourg, le 13 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

POUR TETRADE S.A.

Référence de publication: 2013122725/22.

(130149217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**THL CCD II (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.605.

—  
**EXTRAIT**

En date du 08 août 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de Jacques de Patoul en tant que gérant de classe B de la Société, est acceptée avec effet au 22 août 2013;

- Erik Johan Cornelis Schoop, né à Amsterdam, Pays-Bas, le 07 juin 1970, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant de classe B de la Société avec effet au 22 août 2013 et pour une durée indéterminée.

A compter du 22 août 2013, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Erik Johan Cornelis Schoop, gérant B;
- Virginia Strelén, gérant B;
- Charles Holden, gérant A;
- Mark Garcia, gérant A.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013122729/22.

(130148964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Ryho Technology S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 116.709.

---

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2013122659/10.

(130148930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**Xenilux SA, Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 52.305.

---

L'an deux mil treize, le quatre octobre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'"Assemblée Générale Extraordinaire") de la société XENILUX S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au Zone Industrielle Rolach, L-5280 Sandweiler, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52305, et constituée suivant acte reçu par Maître Norbert MULLER, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 19 septembre 1995, publié au Mémorial C N° 597 de 1995 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné du 27 août 2013 dont la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations est en cours.

La séance est ouverte à 8.30 heures, sous la présidence de Monsieur Tom LAHURE, directeur administratif, demeurant professionnellement à L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jérôme SCHMIT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Tom LAHURE, directeur administratif, demeurant professionnellement à L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

1. Modification de l'objet social de la Société afin de le définir selon les termes suivants:

"La société a pour objet toute activité se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de projets immobiliers. L'achat, la vente, la promotion, la transformation et l'exploitation de terrains et de constructions ainsi que les opérations d'intermédiaire dans la même branche font également partie de son champ d'activité.

La société pourra faire des emprunts sous toute forme et agir en tant que garant en toute occasion, conjointement ou solidairement, en octroyant des garanties personnelles ou des sûretés réelles au profit de tiers bailleurs de fonds.

En général, la société peut faire toutes transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou à tout autre objet social similaire ou susceptible d'en favoriser l'exploitation et le développement. Elle peut s'intéresser sous quelque forme et de quelque manière que ce soit dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser ou le développer."

2. Modification corrélative de l'article Quatre des statuts de la Société

3. Rapport du Conseil d'Administration de la Société sur la fusion envisagée entre la Société, en tant que société absorbante, et LEVELANGE LOTISSEMENT S.A., en tant que société absorbée (la "Fusion")

4. Rapport de l'expert indépendant sur les conditions de la Fusion

5. Décision à prendre concernant la Fusion et le projet commun de fusion

6. Augmentation du capital social de la Société par création d'actions nouvelles, attribution des nouvelles actions de la Société aux actionnaires de la société absorbée

7. Annulation de cent (100) actions auto-détenues et réduction du capital social de la Société

8. Modification corrélative de l'article Cinq des statuts de la Société

9. Divers



II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent acte.

III. Que la Société a adopté un projet commun de fusion par acte sous seing privé en date du 25 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1551 du 29 juin 2013 (le "Projet Commun de Fusion") aux termes duquel la Société absorbera la société LEVELANGE LOTISSEMENT S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach, Grand-Duché du Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133320, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 octobre 2007, publié au Mémorial C numéro 2822 du 6 décembre 2007 (la "Société Absorbée", et collectivement avec la Société, les "Sociétés Fusionnantes").

IV. Que, suivant les résolutions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée dont le procès verbal a été établi en la forme authentique par le notaire soussigné, ce jour même, la Société Absorbée a approuvé la Fusion et les effets que la Fusion entraînera, de plein droit et simultanément, à compter de sa réalisation définitive au jour de son approbation par la présente l'Assemblée Générale Extraordinaire, à savoir:

- a) la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société;
- b) la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée;
- c) l'annulation des actions de la Société Absorbée;
- d) toutes autres conséquences énumérées au Projet Commun de Fusion.

V. Que les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée Générale Extraordinaire détenant ensemble l'intégralité du capital social, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour ainsi que de tous documents listés à l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la "Loi sur les sociétés commerciales"), qui avaient été mis à leur disposition au moins un (1) mois avant la présente Assemblée Générale Extraordinaire; ces documents sont les suivants:

- le Projet Commun de Fusion;
- les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion le cas échéant pour les exercices 2010, 2011 et 2012 de chacune des Sociétés Fusionnantes;
- les rapports des conseils d'administration respectifs des Sociétés Fusionnantes en date du 25 juin 2013 mentionnés à l'article 265 de la Loi sur les sociétés commerciales; et
- le rapport de l'expert indépendant commun en date du 29 août 2013 mentionné à l'article 266 de la Loi sur les sociétés commerciales.

VI. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée, peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

VII. Qu'après délibération, l'Assemblée Générale Extraordinaire prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'objet social de la Société afin de le définir selon les termes suivants:

"La société a pour objet toute activité se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de projets immobiliers. L'achat, la vente, la promotion, la transformation et l'exploitation de terrains et de constructions ainsi que les opérations d'intermédiaire dans la même branche font également partie de son champ d'activité.

La société pourra faire des emprunts sous toute forme et agir en tant que garant en toute occasion, conjointement ou solidairement, en octroyant des garanties personnelles ou des sûretés réelles au profit de tiers bailleurs de fonds.

En général, la société peut faire toutes transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou à tout autre objet social similaire ou susceptible d'en favoriser l'exploitation et le développement. Elle peut s'intéresser sous quelque forme et de quelque manière que ce soit dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser ou le développer."

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article Quatre des statuts de la Société afin de lui donner la teneur énoncée à la première résolution ci-avant.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée Générale Extraordinaire déclare avoir pris entière connaissance du rapport du conseil d'administration de la Société en date du 25 juin 2013 expliquant et justifiant juridiquement et économiquement la Fusion par absorption par la Société de la Société Absorbée.



*Quatrième résolution*

L'Assemblée Générale Extraordinaire déclare avoir pris entière connaissance du rapport d'expert relatif à la Fusion en date du 29 août 2013 établi par Grant Thornton Lux Audit S.A., société anonyme, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social L-8308 Capellen, 89A, Pafebruch, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B43.298, réviseur d'entreprises agréé, nommé sur ordonnance du Vice Président du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale rendue le 11 juillet 2013 sur requête conjointe des Sociétés Fusionnantes, qui conclut ainsi qu'il suit:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que:

- le rapport d'échange retenu dans le projet de fusion ne présente pas un caractère raisonnable et pertinent;
- les méthodes d'évaluation adoptées pour la détermination du rapport d'échange ne sont pas adéquates en l'espèce et que leur importance relative n'est pas appropriée aux circonstances.

Par ailleurs, nous avons pris connaissance des informations supplémentaires incluses dans le projet de fusion afin d'identifier, le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur le rapport d'échange et les méthodes d'évaluation adoptées pour la détermination du rapport d'échange avec pour objectif de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevé sur la base de notre connaissance générale des sociétés fusionnées acquise lors de l'exécution de notre mission. Dans le cadre de ces diligences, nous n'avons pas de commentaires à formuler sur les autres informations contenues dans le projet de fusion."

*Cinquième résolution*

L'Assemblée Générale Extraordinaire approuve le Projet Commun de Fusion tel qu'établi et signé conjointement par les conseils d'administration respectifs de la Société et de la Société Absorbée en date du 25 juin 2013, déterminant les conditions de la Fusion.

L'Assemblée Générale Extraordinaire approuve la Fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société, et approuve en particulier le rapport d'échange d'une (1) action de la Société contre une (1) action de la Société Absorbée établi sur la base de la valeur nominale des actions des Sociétés Fusionnantes, ainsi que les effets qu'entraîne de plein droit et simultanément la Fusion à compter de sa réalisation définitive, à savoir:

- a) la transmission universelle, tant entre la Société et la Société Absorbée qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société;
- b) la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée;
- c) l'annulation des actions de la Société Absorbée;
- d) toutes autres conséquences énumérées au Projet Commun de Fusion.

*Sixième résolution*

En conséquence de l'apport de l'actif net de la Société Absorbée à la Société et selon le rapport d'échange approuvé par la résolution précédente, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide:

- d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) pour le porter de son montant nouvellement fixé de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euro (EUR 310,-) chacune, à soixante-deux mille euros (EUR 62.000,-) représenté par deux cents (200) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euro (EUR 310,-) chacune, par l'émission de cent (100) actions nouvelles d'une valeur nominale de trois cent dix euro (EUR 310,-);

- d'assortir l'augmentation de capital social d'une prime de fusion d'un montant de quatre-vingt-onze mille sept cent quatre euros et soixante-dix-huit centimes (EUR 91.704,78);

- que les cent (100) actions nouvellement émises et entièrement libérées par l'apport de l'actif net de la Société Absorbée sont attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée, ici représentés par Monsieur Tom LAHURE, directeur administratif, demeurant professionnellement à L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach en vertu de procurations données sous seing privé, selon le rapport d'échange approuvé ci-avant ainsi qu'il suit:

- \* une (1) action nouvelle de la Société est attribuée à Monsieur Fabio MAROCHI
- \* une (1) action nouvelle de la Société est attribuée à Monsieur Marco SGRECCIA
- \* quatre-vingt-dix huit (98) actions nouvelles de la Société sont attribuées à la société BELVAL 5 NORD S.A. (B 133318)

- que les cent (100) actions nouvellement émises au profit des actionnaires de la Société Absorbée seront nominatives et leur inscription aux noms des actionnaires de la Société Absorbée se fera au registre des actionnaires de la Société immédiatement à l'issue de la présente résolution.

Les droits relatifs aux nouvelles actions de la Société attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée comme décrit ci-avant seront identiques aux droits liés aux actions déjà émises par la Société, notamment en ce qui concerne les droits aux dividendes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

*Certification de réalisation définitive de la Fusion*

Le notaire soussigné certifie, conformément à l'article 271, alinéa 2 de la Loi sur les sociétés commerciales, que:

- la Fusion a été régulièrement réalisée en conformité avec les lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg;

- toutes les formalités, dépôts ou publications y relatives ont été régulièrement accomplies;

- la Fusion a acquis un caractère définitif à compter de ce jour en vertu de l'article 272 de la Loi de 1915 et qu'elle sera régulièrement opposable aux tiers à compter de la date de publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'article 273 (1) de la Loi sur les sociétés commerciales.

Les nouveaux actionnaires de la Société représentés comme indiqué ci-avant ont alors pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Septième résolution*

Par effet de la Fusion devenue définitive, les cent (100) actions représentant le capital social de la Société qui étaient détenues par la Société Absorbée se trouvent auto-détenues par la Société elle-même.

En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide d'annuler lesdites actions auto-détenues et de réduire le capital social de la Société d'un montant de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euro (EUR 310,-) chacune pour le porter de son montant de soixante-deux mille euros (EUR 62.000,-) représenté par deux cents (200) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euro (EUR 310,-) chacune, à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euro (EUR 310,-) chacune.

Dans le cadre de la réduction de capital social due à l'annulation des actions auto-détenues, un montant de trois millions cinq cent seize mille deux cent quatre-vingt-quinze euros et dix-huit centimes (EUR 3.516.295,18) sera alloué à la réévaluation des terrains détenus par la Société.

#### *Huitième résolution*

Par suite des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article Cinq des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euro (EUR 310,-) chacune.

Les actions sont au porteur ou nominatives, sauf disposition contraire de la loi.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 9h30 heures.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépens, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison du présent acte est estimé à environ € 1.500,-.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, date de naissance, état civil et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: LAHURE, SCHMIT, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07/10/2013. Relation: EAC/2013/12934. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 10 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143135/195.

(130174597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

#### **Secure Industries S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix.

R.C.S. Luxembourg B 180.439.

In the year two thousand and thirteen, on the fourth day of October.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Secure Industries SA, a public limited liability company (société anonyme), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 180.439 (the Company). The Company

was incorporated on 13 September 2013 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is chaired by Maître Serge Zeien, lawyer, professionally residing in Luxembourg (the Chairman). The Chairman appoints Mr David Brausch, lawyer, professionally residing in Luxembourg, as secretary of the Meeting (the Secretary). The Meeting elects Mr David Brausch as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The shareholders of the Company represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the representative of the shareholders and the members of the Bureau.

The proxies from the shareholders represented at the Meeting, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall also remain attached to the present deed to be filed at the same time than the deed with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requests the notary to record that:

I. it appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that all 310 (three hundred and ten) ordinary shares in registered form with a par value of EUR 100 (one hundred euro) each (the Ordinary Shares), are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced.

II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;
2. Amendments to the corporate objects of the Company;
3. Creation of two separate classes of shares: (i) class A shares with a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro) each (the A Shares) and (ii) class B shares with a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro) each (the B Shares);
4. Conversion of the Ordinary Shares into A Shares and subsequent abolition of the Ordinary Shares (the Conversion);
5. Entire restatement of the Company's articles of incorporation (the Articles);
6. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any director of the Company to individually proceed on behalf of the Company to the registration of the Conversion in the share register of the Company, and the registration of the changes required by the matters set out in the preceding agenda items and to see to any formalities in connection therewith (if any); and
7. Miscellaneous.

III. that the Meeting has taken the following resolutions:

#### *First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which was communicated in advance of the Meeting.

#### *Second resolution*

The Meeting resolves to amend the corporate objects of the Company which will henceforth read in their English version as follows:

"The corporate objects of the Company are, within the limits of the Securitisation Act 2004, (i) to perform and serve as a vehicle for securitisation transactions relating to the direct or indirect investment in Alegra ABS I (Euro) Fund and Alegra ABS Two (Euro) Fund (collectively referred to as the Funds), or pending such investment in other warehousing assets; and (ii) to hold Guardian Segur Compartment 2 Alegra Index Linked Registered Notes (the Notes).

For the avoidance of doubt, the Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, invest in the Funds and the Notes whether or not the shares of the Funds (the Fund Shares) and the Notes are listed on any stock exchange.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense. The corporate objects of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided that it is not inconsistent with the corporate object of the Company.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

The disposal in full of the Fund Shares and the Notes shall not trigger the dissolution of the Company which may only be decided in accordance with article 21 below."

#### *Third resolution*

The Meeting resolves to create class A shares having a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro) each and class B shares with a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro) each, bearing different financial rights as set out in the restated Articles below.

*Fourth resolution*

The Meeting resolves to convert the existing 310 (three hundred and ten) ordinary shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred euro) into 31 (thirty-one) class A shares having a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro) each and subsequently to abolish the Ordinary Shares.

*Fifth resolution*

The Meeting resolves to restate the Articles in their entirety, that in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail which will henceforth read as follows:

**“ Art. 1. Form and Name.** There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of “Secure Industries SA” (the Company) qualifying as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg act dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended (the Securitisation Act 2004).

The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder or, as the case may be, of any of the shareholders.

**Art. 2. Registered office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the articles of incorporation of the Company (the Articles), as prescribed in article 22 below.

**Art. 4. Corporate objects.** The corporate objects of the Company are, within the limits of the Securitisation Act 2004, (i) to perform and serve as a vehicle for securitisation transactions relating to the direct or indirect investment in Alegria ABS I (Euro) Fund and Alegria ABS Two (Euro) Fund (collectively referred to as the Funds), or pending such investment in other warehousing assets; and (ii) to hold Guardian Segur Compartiment 2 Alegria Index Linked Registered Notes (the Notes).

For the avoidance of doubt, the Company may, within the limits of the Securitisation Act 2004, invest in the Funds and the Notes whether or not the shares of the Funds (the Fund Shares) and the Notes are listed on any stock exchange.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense. The corporate objects of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided that it is not inconsistent with the corporate object of the Company.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Act 2004.

The disposal in full of the Fund Shares and the Notes shall not trigger the dissolution of the Company which may only be decided in accordance with article 21 below.

**Art. 5. Share capital.** The share capital is set at EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) represented by 31 (thirty-one) class A shares (the A Shares) and 0 (zero) class B shares (the B Shares), having a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro) each, which are fully paid up (the A Shares and the B Shares are collectively referred to as the shares).

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 22 below.

The authorised capital is set at EUR 700,000,000 (seven hundred million euro) represented by a maximum of 100,000 (one hundred thousand) A Shares, and a maximum of 600,000 (six hundred thousand) B Shares, each having a nominal value of EUR 1,000 (one thousand euro).

The Board is authorised to increase the current share capital up to the amount of the authorised capital, in whole or in part from time to time, (i) by way of issuance of shares in consideration for a payment in cash, (ii) by way of issuance of shares in consideration for a payment in kind and (iii) by way of capitalisation of distributable profits and reserves, including share premium and capital surplus, with or without an issuance of new shares, within a period expiring on the fifth anniversary of the date of formation of the Company subject to extension to be decided by the General Meeting adopted in the manner prescribed for ordinary decisions in article 10 below.

The Board is hereby authorised to determine the conditions attaching to any subscription and issuance of shares, including by setting the time and place of the issue or the successive issues of shares, the issue price, with or without a share premium, and the terms and conditions of payment for the shares.

The Board is authorised (i) to cancel or limit the pre-emptive rights of the shareholders set out in the Companies Act 1915 (as defined below) in connection with an issue of new shares and (ii) to cancel or limit the rights of the shareholders to be treated equally for the allocation of shares to be issued by way of capitalisation of distributable profits and distributable reserves, including share premium and capital surplus, within the limit set forth under Luxembourg law.

Each time the Board shall act to render effective an increase of capital, within the authorised capital, this article 5 shall be amended so as to reflect the result of such action. The Board shall take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment including the recording of such increase and the consequential amendments of the Articles before a notary.

The A Shares and the B Shares (if any) shall be entitled to distributions, whether by way of dividend distribution, share redemption or otherwise, as set out in articles 20 and 21 below.

**Art. 6. Shares.** The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid up on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

**Art. 7. Transfer of shares.** In the event of a transfer by a shareholder (the Selling Shareholder) of all of its shares to a transferee (i) the other shareholders shall transfer simultaneously all of their shares to the same transferee in accordance with the terms and conditions to be agreed between such shareholders and the transferee, failing which on the same terms and conditions of the transfer of the shares of the Selling Shareholder, and (ii) the Selling Shareholder shall procure that such transferee agrees on such transfer under the applicable terms and conditions.

The share transfer price shall take into account the contribution(s) that has/have been made by a holder of B Share to the legal reserve of the Company pursuant to article 20 paragraph 2 below.

The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

**Art. 8. Debt securities.** Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

**Art. 9. Meetings of the shareholders of the Company.** In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred on the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Tuesday in June of each year at 2.00 p.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

**Art. 10. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.** The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.



Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or by e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletin) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name (including the first name), address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

**Art. 11. Management.** In these Articles, any reference to the Board shall be a reference to the Sole Director (in the case that the Company has only one director) as long as the Company has only one shareholder.

For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company. Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. In that case, the General Meeting must appoint at least two new members of the Board in addition to the then existing Sole Director. The member(s) of the Board shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a member of the Board (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting.

**Art. 12. Meetings of the Board.** The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.

One member of the Board may represent one prevented member at a meeting of the Board and there must always be at least two members who are either present in person or who assist at such meeting by way of conference call, video conference or any means of communication that complies with the requirements set forth in the next following paragraph, participate in a meeting of the Board.

Any director may participate in a meeting of the Board, and will be considered as having been personally present at such meeting, by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every directors. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12 does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

**Art. 13. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director.** The resolutions passed by the Sole Director are documented by written minutes held at the Company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two members of the Board or the Sole Director (as the case may be).

**Art. 14. Powers of the Board.** The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest, including the power to transfer, assign or dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Act 2004 and the relevant issue documentation. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

**Art. 15. Delegation of powers.** The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

**Art. 16. Binding signatures.** The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two members of the Board, or (ii) in the case of a sole director, the sole signature of the Sole Director or (iii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

**Art. 17. Conflict of interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. This paragraph does not apply for so long as the Company has a Sole Director.

For so long as the Company has a Sole Director, the minutes of the General Meeting shall set forth the transactions entered into by the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an opposite interest to the interest of the Company.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

**Art. 18. Statutory Auditor(s).** The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditor(s) shall be appointed by the Board in accordance with the Securitisation Act 2004. The Board will determine their number, their remuneration and the term of their office.

**Art. 19. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on 1 January and shall terminate on 31 December of each year.

**Art. 20. Allocation of profits and legal reserve.** From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts

to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The legal reserve may be established by way of an allocation to the legal reserve of the amount of any contribution in cash or in kind to be made to the Company by holders of B Shares, whether as share premium or otherwise.

The General Meeting shall decide on the allocation of the annual results and the declaration and payments of dividends, as the case may be, in accordance with the rules regarding distributions set out in this article.

Any distributions to the shareholders, whether by dividend, interim dividend, share redemption or otherwise, out of profits and distributable reserves available for that purpose, including share premium and capital surplus, if and when decided by the General Meeting, shall be made in the following order and as follows:

(i) first, each holder of A Shares shall be entitled to receive an amount equal to the net proceeds received by the Company pursuant to the holding, ownership, redemption or disposal of any shares or units in the Fund Shares;

(ii) second, each holder of B Shares shall be entitled to receive an amount equal to the net proceeds received by the Company pursuant to the holding, ownership, redemption or disposal of the Notes; and

(iii) third, each holder of A Shares and each holder of B Shares shall receive all other distributions on an equal basis.

Subject to the provisions of this article 20, any unrealised profits shall be distributed upon their realisation to the relevant holder(s) of A Shares and/or B Shares, respectively, in accordance with (i) to (iii) (inclusive) above.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

**Art. 21. Dissolution and liquidation.** The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22 below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Under the liquidation of the Company, the surplus assets of the Company available for distribution among shareholders shall be distributed in the following order and in the following manner:

(i) first, each share entitles its holder to the payment of an amount equal to its nominal amount;

(ii) second, each holder of B Shares shall receive an amount equal to the amount allocated to the legal reserve of the Company pursuant to article 20 paragraph 2; and

(iii) third, the remainder of the surplus assets of the Company shall be distributed to the shareholders on an equal basis.

With respect to the paragraphs (i) to (iii) (inclusive) above the payments shall be made preferably in the following manner: (a) with respect to the holders of A Shares, by the transfer of the Fund Shares (if any), and (b) with respect to the holders of B Shares by the transfer of the Notes (if any).

**Art. 22. Amendments.** These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915.

**Art. 23. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company.** In accordance with article 64 of the Securitisation Act 2004, any investor in, and any creditor and shareholder of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company (each, a Contracting Party) agrees, unless expressly otherwise agreed upon in writing between the Company and the Contracting Party, not to (1) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (2) seize any assets of the Company.

**Art. 24. Subordination.** Any claims which the shareholders of the Company may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors of the Company or any investors in the Company may have.

The investors accept and acknowledge that their rights may be subordinated to the rights of other investors and/or creditors of the Company.

**Art. 25. Applicable law.** All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the Securitisation Act 2004."

#### *Sixth resolution*

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any director of the Company to individually proceed on behalf of the Company to the registration of the Conversion in the share register of the Company, and the registration of the changes required by the matters set out in the resolutions above and to see to any formalities in connection therewith (if any).



123241

*Statement*

The notary executing this deed confirms that the Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act 1915.

*Power*

The above appearing party(ies) hereby give(s) power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version and, at the request of the same appearing persons, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le quatrième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Secure Industries SA, une société anonyme, constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.439 (la Société). La Société a été constituée le 13 septembre 2013 en vertu d'un acte du notaire instrumentant, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Maître Serge Zeien, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Président). Le Président désigne M. David Brausch, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire). L'Assemblée élit M. David Brausch comme scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur). Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont collectivement désignés comme le Bureau.

Les actionnaires de la Société, représentés à l'Assemblée, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste des présences qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par le représentant des actionnaires et les membres du Bureau.

Les procurations des actionnaires représentés à l'Assemblée, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être présentées en même temps aux autorités de l'enregistrement.

Le Bureau ayant été ainsi constitué, le Président requiert le notaire d'acter ce qui suit:

I. qu'il résulte de la liste de présence, établie et certifiée par les membres du Bureau que toutes les 310 (trois cent dix) actions ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune (les Actions Ordinaires), sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et apte à délibérer des points de l'ordre du jour ci-dessous.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Modifications à porter à l'objet social de la Société;
3. Création de deux catégories d'actions différentes: (i) les actions de la catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune (les Actions A) et (ii) les actions de la catégorie B ayant une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune (les Actions B);
4. Conversion des Actions Ordinaires en Actions A et suppression subséquente des Actions Ordinaires (la Conversion);
5. Refonte totale des statuts de la Société (les Statuts);
6. Modification du registre des actionnaires de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus, avec pouvoir et autorisation à tout administrateur de la Société de procéder individuellement pour le compte de la Société à l'inscription de la Conversion dans le registre des actionnaires de la Société, et à l'inscription des modifications mentionnées aux points précédents de l'ordre du jour et de compléter toutes les formalités éventuelles y relatives; et
7. Divers.

III. que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, se considérant comme dûment convoquée et déclarant par ailleurs avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui a été communiqué au préalable.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la Société qui aura désormais, dans sa version française, la teneur suivante:

«La Société a pour objet social, dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation de 2004, (i) de fonctionner et de servir comme véhicule pour des transaction de titrisation en relation avec tout investissement direct ou indirect dans Alegria ABS I (Euro) Fund et Alegria ABS Two (Euro) Fund (collectivement dénommées les Fonds), ou dans l'attente d'un tel investissement, dans d'autres warehousing assets; et (ii) de détenir des Guardian Segur Compartiment 2 Alegria Index Linked Registered Notes (les Obligations).

Afin éviter tout doute, la Société peut, dans les limites de la Loi sur la Titrisation de 2004, investir dans les Fonds et les Obligations, indépendamment de la cotation ou non des parts dans les Fonds (les Parts des Fonds) et des Obligations à une bourse.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toutes opérations ou transactions qu'elle considère nécessaires ou utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation de 2004.

L'aliénation de l'intégralité des Parts des Fonds et des Obligations ne déclenche pas la dissolution de la Société, qui ne peut être décidée qu'en conformité avec l'article 21 ci-après.»

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide de créer des actions de la catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune et des actions de la catégorie B ayant une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune, portant des droits économiques tels que détaillés aux Statuts modifiés ci-dessous.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de convertir les 310 (trois cents dix) actions ordinaires existantes ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune en 31 (trente et une) actions de la catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune et par conséquent de supprimer les Actions Ordinaires.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de procéder à une refonte totale des Statuts, et qu'en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi et qui auront désormais, dans leur version française, la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Forme et Dénomination.** Il est établi une société anonyme sous la dénomination de «Secure Industries SA» (ci-après, la Société) ayant la qualité de société de titrisation au sens de la loi luxembourgeoise du 22 mars 2004 relative à la titrisation telle que modifiée (ci-après, la Loi sur la Titrisation de 2004).

La Société peut avoir un associé unique (ci-après, l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La société ne pourra pas être dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (ci-après, le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (ci-après, l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces événements extraordinaires. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

**Art. 3. Durée de la Société.** La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des statuts de la Société (les Statuts), tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

**Art. 4. Objet Social.** La Société a pour objet social, dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation de 2004, (i) de fonctionner et de servir comme véhicule pour des transaction de titrisation en relation avec tout investissement direct ou indirect dans Alegria ABS I (Euro) Fund et Alegria ABS Two (Euro) Fund (collectivement dénommées les Fonds), ou dans l'attente d'un tel investissement, dans d'autres warehousing assets; et (ii) de détenir des Guardian Segur Compartiment 2 Alegria Index Linked Registered Notes (les Obligations).

Afin éviter tout doute, la Société peut, dans les limites de la Loi sur la Titrisation de 2004, investir dans les Fonds et les Obligations, indépendamment de la cotation ou non des parts dans les Fonds (les Parts des Fonds) et des Obligations à une bourse.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toutes opérations ou transactions qu'elle considère nécessaires ou utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation de 2004.

L'aliénation de l'intégralité des Parts des Fonds et des Obligations ne déclenche pas la dissolution de la Société, qui ne peut être décidée qu'en conformité avec l'article 21 ci-après.

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 31 (trente et un) actions de la catégorie A (les Actions A) et 0 (zéro) actions de la catégorie B (les Actions B), ayant une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune, qui sont entièrement libérées (les Actions A et les Actions B sont collectivement dénommées, les actions).

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

Le capital autorisé de la Société est fixé à EUR 700.000.000 (sept cent millions euros) représenté par un nombre maximum de 100.000 (cent mille) Actions A et un nombre maximum de 600.000 (six cent mille) Actions B, ayant une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euro) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social existant jusqu'au montant du capital autorisé, en une ou plusieurs fois, au moyen de (i) l'émission d'actions en raison d'apports en numéraire, (ii) l'émission d'actions en raison d'apports en nature, et (iii) l'incorporation des bénéfices et réserves distribuables, y compris la prime d'émission et le capital surplus, avec ou sans émission de nouvelles actions, au cours d'une période se terminant au cinquième anniversaire de la constitution de la Société, sous réserve de l'extension devant être décidée par l'Assemblée Générale adoptée par la façon décrite pour les décisions ordinaires à l'article 10 ci-dessous.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions applicables aux émissions et souscriptions d'actions, y compris en établissant la date et le lieu de l'émission ou des émissions d'actions successives, le prix d'émission, l'existence ou non d'une prime d'émission, ainsi que les modalités de paiement des actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé (i) à supprimer ou limiter les droits préférentiels de souscription des actionnaires prévus par la Loi sur les Sociétés de 1915 (telle que définie ci-après) et (ii) à supprimer ou limiter les droits des actionnaires à être traités de manière égalitaire pour ce qui concerne l'attribution des actions devant être émises par voie d'incorporation de bénéfices et de réserves distribuables, y compris la prime d'émission et le capital surplus, dans les limites fixées par la loi luxembourgeoise.

L'article 5 des présents Statuts sera modifié de façon à refléter chaque augmentation du capital effectuée en vertu de l'autorisation accordée au Conseil d'Administration conformément à l'article 5, et le Conseil d'Administration prendra lui-même ou autorisera toute personne à prendre toutes les mesures nécessaires afin de faire constater par-devant notaire l'augmentation de capital social et les modifications consécutives des Statuts.

Les Actions A et les Actions B donnent droit aux distributions, au moyen de distributions de dividendes, de rachats d'actions ou de toute autre manière, tel que stipulé aux articles 20 et 21.

**Art. 6. Actions.** Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre de(s) actionnaire(s) est tenu au siège social de la Société où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre contient le nom de tout actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions est établie par inscription dans ledit registre.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

**Art. 7. Transfert des Actions.** Dans le cas d'un transfert par un actionnaire (l'Actionnaire Vendeur) de l'ensemble de ses actions à un cessionnaire (i) les autres actionnaires doivent transférer simultanément l'ensemble de leurs actions au même cessionnaire selon les termes et conditions à convenir entre ces actionnaires et le cessionnaire, faute de quoi selon les mêmes termes et conditions de la cession des actions de l'Actionnaire Vendeur, et (ii) l'Actionnaire Vendeur doit assurer que le cessionnaire consent à un tel transfert aux termes et conditions applicables.

Le prix dû pour le transfert des actions doit tenir compte des contributions qui ont été faites par les actionnaires à la réserve légale de la Société selon l'article 20 alinéa 2 ci-après.

Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lequel les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, et jugés suffisants par la Société.

**Art. 8. Obligations.** Les obligations émises par la Société sous forme nominative ne peuvent, en aucun cas, être converties en obligations au porteur.

**Art. 9. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.** Dans l'hypothèse d'un Associé Unique, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (ci-après, l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le premier mardi de juin de chaque année à 14.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en continu et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

**Art. 10. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation.** Les délais de convocation et quorum requis par la loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, par câble, par télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (i) les nom, prénom adresse et signature des actionnaires, (ii) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (iii) l'ordre du jour tel que décrit dans la convocation et (iv) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'ordre du jour. Les bulletins de vote originaux devront être envoyés à la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

**Art. 11. Administration de la Société.** Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration est une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (ci-après, l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne sont pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs sont élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils sont rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (ci-après, la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui la représentera comme Administrateur Unique ou Administrateur de la Société, conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (ci-après, la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) sont élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société déterminent également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société.

**Art. 12. Réunion du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration doit nommer un président (ci-après, le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président préside toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommera un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration est donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant aux lieux et places prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur peut se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire.

Un membre du Conseil d'Administration peut représenter un administrateur empêché lors de la réunion du Conseil d'Administration si au moins deux administrateurs sont physiquement présents à la réunion du Conseil d'Administration ou y participent par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire remplissant les conditions visées au paragraphe ci-dessous.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration, et sera considéré comme ayant été présent personnellement pendant cette réunion, par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en continu et (iv) les membres du Conseil d'Administration peuvent valablement délibérer.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 7 du présent article 12. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision est la date de la dernière signature.

L'article 12 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

**Art. 13. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique.** Les résolutions prises par l'Administrateur Unique sont inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par le Président ou un autre Administrateur qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique sont signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

**Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004 et conformément aux dispositions de la documentation d'émission des titres en question. Tous les pouvoirs non expressément réservés



par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art. 15. Délégation de pouvoirs.** Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent au sein de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration d'une telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

**Art. 16. Signatures autorisées.** La Société est engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou (ii) la signature de l'Administrateur Unique dans l'hypothèse d'un administrateur unique ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

**Art. 17. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est administrée par un administrateur unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

**Art. 18. Réviseur(s) d'entreprises.** Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréé(s). Le ou les réviseurs d'entreprises agréé(s) sont nommés par le Conseil d'Administration conformément à la Loi sur la Titrisation de 2004. Le Conseil d'Administration déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

**Art. 19. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 20. Affectation des bénéfices et réserve légale.** Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

La réserve légale peut être établie par l'allocation à la réserve légale des montants contribués au moyen d'un apport en numéraire ou en nature à la Société par les détenteurs d'Actions B, que ce soit en tant que prime d'émission ou autrement.

L'Assemblée Générale décide l'affectation des résultats annuels et la déclaration et le paiement de dividendes, le cas échéant, en conformité avec les règles relatives aux distributions prévues au présent article.

Toute distribution aux actionnaires, par dividendes, acompte sur dividende, rachat d'actions ou autrement, à partir des bénéfices et des réserves distribuables disponibles à cette fin, y compris la prime d'émission et le capital surplus, qui sont décidés par l'Assemblée Générale (le cas échéant), sera faite dans l'ordre et selon la manière suivante:

(i) premièrement, chaque détenteur d'Actions A a le droit de recevoir un montant égal au produit net reçu par la Société suite à la détention, la propriété, le rachat ou la cession de Parts des Fonds;

(ii) deuxièmement, chaque détenteur d'Actions B a le droit de recevoir un montant égal au produit net reçu par la Société suite à la détention, la propriété, le remboursement ou la cession des Obligations; et

(iii) troisièmement, les autres distributions se font à chaque détenteur d'Actions A et chaque détenteur d'Actions B de manière égalitaire.

Sous réserve des dispositions de cet article 20, les bénéfices non réalisés seront distribués lors de leur réalisation au (x) détenteur(s) d'Actions A et/ou d'Actions B concernés, en conformité avec (i) à (iii) (inclusive) ci-dessus.

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieux et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

**Art. 21. Dissolution et Liquidation.** La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Lors de la liquidation de la Société, l'excédent d'actifs de la Société disponible à la distribution aux actionnaires sera distribué dans l'ordre et de la manière suivante:

- (i) premièrement, chaque action donne droit à son détenteur au paiement d'un montant égal à sa valeur nominale,
- (ii) deuxièmement, chaque détenteur d'Actions B recevra un montant égal au montant alloué à la réserve légale de la Société selon l'article 20 alinéa 2,
- (iii) troisièmement, le solde de l'excédent d'actif de la Société sera distribué aux actionnaires de manière égalitaire.

En ce qui concerne (i) à (iii) (inclusive) ci-dessus les paiements seront faits de préférence de la manière suivante: (a) en ce qui concerne les détenteurs d'Actions A, par le transfert des Parts des Fonds (le cas échéant) et (b) en ce qui concerne les détenteurs d'Actions B par le transfert des Obligations (le cas échéant).

**Art. 22. Modifications statutaires.** Les présents Statuts peuvent être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

**Art. 23. Interdiction d'assigner la Société en faillite ou de saisir les actifs de la Société.** Conformément à l'article 64 de la Loi sur la Titrisation de 2004, tout investisseur dans, et tout créancier et actionnaire de, la Société et toute personne qui est contractuellement liée avec la Société (chacune séparément, une Partie Contractante) acceptent, à moins qu'il n'en ait été expressément convenu autrement par écrit entre la Société et la Partie Contractante de ne pas (1) assigner la Société en faillite ou de requérir contre la Société l'ouverture de toute autre procédure collective ou mesure de réorganisation ou de (2) saisir quelque actif que ce soit de la Société.

**Art. 24. Subordination.** Toutes les créances que les actionnaires de la Société pourraient avoir à l'encontre de la Société (en cette capacité) sont subordonnées aux créances que tout créancier de la Société ou tout investisseur pourraient avoir à l'encontre de la Société.

Les investisseurs acceptent et reconnaissent que leurs droits peuvent être subordonnés aux droits d'autres investisseurs et/ou créanciers de la Société.

**Art. 25. Droit applicable.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et de la Loi sur la Titrisation de 2004.»

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus, avec pouvoir et autorisation à tout administrateur de la Société de procéder individuellement pour le compte de la Société à l'inscription de la Conversion dans le registre des actionnaires de la Société, et à l'inscription des modifications mentionnées aux points précédents de l'ordre du jour et de compléter toutes les formalités éventuelles y relatives.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentant confirme que les Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi sur les Sociétés de 1915.

#### *Pouvoirs*

Le(s) comparant(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, les comparants ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Zeien, Brausch, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 7 octobre 2013. Relation: RED/2013/1649. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Signature électronique certifiée comprise dans le document transmis au R.C.S.L.]

Rambrouch, le 10 octobre 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013143053/746.

(130174069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

**Pimco Global Advisors (Luxembourg) S.A., Société Anonyme,  
(anc. Pimco Luxembourg IV S.A.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 156.871.

In the year two thousand and thirteen on the thirtieth day of September;

Before Us M<sup>e</sup> Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of "PIMCO LUXEMBOURG IV S.A." (the "Company") a Luxembourg société anonyme having its registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés with the number B. 156.871, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 18 November 2010 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2606 on 30 November 2010.

The Meeting begins at 9.30 a.m., M<sup>e</sup> Laura ROSSI, Avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Me Jean-Louis FROGNET, Avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer M<sup>e</sup> Antonios NEZERITIS, Avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman then states that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the members of the bureau, the shareholders present and the proxies of the shareholders represented. The said list initialled ne varietur by the members of the bureau will be annexed to and be registered with this deed.

II. That the entire share capital being represented at the Meeting, no convening notices were sent, the shareholders present or represented declaring they have had due notice and received knowledge of the agenda prior to this Meeting.

III. As appears from the said attendance list, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

IV. The agenda of the Meeting is as follows:

1. To change the name of the Corporation from "PIMCO LUXEMBOURG IV S.A." to "PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A." and to amend article 1 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:.

"There exists a corporation in the form of a société anonyme under the name of PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A. (the "Corporation")."

2. To amend article 3 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"The purpose of the Corporation is the management, within the meaning of article 101 of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "Law of 2010"), of one or several undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised according to directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities, as well as, as the case may be, of one or more undertakings for collective investment not subject to such directive (such undertakings for collective investment together with the UCITS, the "UCIs") and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests in the UCIs.

Such management activity includes the management, administration and marketing of these UCIs.

The Corporation shall manage any activities connected with the management, administration and promotion of the UCIs. It may, on behalf of the UCIs, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any registrations and transfer in its name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise, on behalf of the UCIs and the holders of units or certificates of the UCIs, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the UCIs. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.



The Corporation may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by chapter 15 of the Law of 2010."

3. To increase the share capital of the Corporation from five hundred five thousand Euro (EUR 500,000.-) to one million Euro (EUR 1,000,000.-) by the creation and the issue of five hundred (500) shares in registered form with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) per share.

4. To subscribe and pay up 25% of each new share of the Corporation.

5. To resolve on the constitution of authorised un-issued share capital of the Corporation equal to ten million Euro (EUR 10,000,000.-)

6. To amend article 5 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"The issued corporate capital of the Corporation is set at one million Euro (EUR 1,000,000.-), consisting of one thousand (1,000) shares in registered form with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) per share.

The authorised un-issued share capital of the Corporation is set at ten million Euro (EUR 10,000,000.-).

The Board of Directors is authorized, for a period ending five (5) years after the date of publication of the amendment of the Articles of Incorporation in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, to increase in one or several times the subscribed share capital of the Corporation within the limit of the authorised share capital unless extended by the general meeting of shareholders.

The Board of Directors or delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, may from time to time issue such shares within the authorised share capital at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve. The Board of Directors is authorised to suppress, limit or waive any preferential subscription rights of shareholders to the extent it deems advisable for any issue or issues of shares within the authorised capital.

The shares are and shall remain registered shares. A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation. Such register shall set forth the name of each shareholder, his domicile or registered office, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

The transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer registered on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. The Corporation may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Corporation."

7. To amend article 6 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"The authorized and issued capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in article twenty-two hereof. In case of issue of shares within the authorised share capital, the Board of Directors shall have such issue and the amendment of Article 5 recorded by notarial deed in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

If the capital of the Corporation is increased at least one fourth of each issued share must be paid-up in cash, or by contributions other than cash."

8. To amend article 23 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010."

9. Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the Meeting passes, after deliberation, the following resolutions:

#### *First resolution*

The Meeting resolves to change the name of the Corporation from "PIMCO LUXEMBOURG IV S.A." to "PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A." and to amend article 1 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"There exists a corporation in the form of a société anonyme under the name of PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A. (the "Corporation")."

#### *Second resolution*

The Meeting resolves to amend article 3 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"The purpose of the Corporation is the management, within the meaning of article 101 of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "Law of 2010"), of one or several undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised according to directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities, as well as, as the case may be, of one or more undertakings for collective investment not subject to such directive (such undertakings for collective investment together with the UCITS, the "UCIs") and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests in the UCIs.

Such management activity includes the management, administration and marketing of these UCIs.

The Corporation shall manage any activities connected with the management, administration and promotion of the UCIs. It may, on behalf of the UCIs, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, proceed to any registrations and transfer in its name or in third parties' names in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise, on behalf of the UCIs and the holders of units or certificates of the UCIs, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the UCIs. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Corporation may carry on any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by chapter 15 of the Law of 2010."

#### *Third resolution*

The Meeting resolves to increase the share capital of the Corporation from five hundred five thousand Euro (EUR 500,000.-) to one million Euro (EUR 1,000,000.-) by the creation and the issue of five hundred (500) shares in registered form with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) per share.

The five hundred (500) new shares have been subscribed by the sole shareholder and paid up to 25% by payment in cash, so that the amount of one hundred twenty-five thousand Euros (EUR 125,000.-) is from this day on at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary by a bank certificate, who expressly attests thereto.

#### *Fourth resolution*

The Meeting, after having taken knowledge of the special report of the board of directors foreseen by article 32-3 (5) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, resolves to establish an authorised un-issued share capital of the Corporation equal to ten million Euro (EUR 10,000,000.-).

#### *Fifth resolution*

The Meeting resolves to amend article 5 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"The issued corporate capital of the Corporation is set at one million Euro (EUR 1,000,000.-), consisting of one thousand (1,000) shares in registered form with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) per share.

The authorised un-issued share capital of the Corporation is set at ten million Euro (EUR 10,000,000.-).

The Board of Directors is authorized, for a period ending five (5) years after the date of publication of the amendment of the Articles of Incorporation in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, to increase in one or several times the subscribed share capital of the Corporation within the limit of the authorised share capital unless extended by the general meeting of shareholders.

The Board of Directors or delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, may from time to time issue such shares within the authorised share capital at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve. The Board of Directors is authorised to suppress, limit or waive any preferential subscription rights of shareholders to the extent it deems advisable for any issue or issues of shares within the authorised capital.

The shares are and shall remain registered shares. A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Corporation. Such register shall set forth the name of each shareholder, his domicile or registered office, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

The transfer of a share shall be effected by a written declaration of transfer registered on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. The Corporation may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Corporation."

#### *Sixth resolution*

The Meeting resolves to amend article 6 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"The authorized and issued capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in article twenty-two hereof. In case of issue of shares within the authorised share capital, the Board of Directors shall have such issue and the amendment of Article 5 recorded by notarial deed in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

If the capital of the Corporation is increased at least one fourth of each issued share must be paid-up in cash, or by contributions other than cash."

#### *Seventh resolution*

The Meeting resolves to amend article 23 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

"All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010."

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the Meeting, the Meeting was closed at 10.00 a.m..

### Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

### Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trentième jour de septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "PIMCO Luxembourg IV S.A." (la "Société"), une société anonyme ayant son siège social au 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.871, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2606 le 30 novembre 2010.

L'Assemblée est ouverte à 9.30 heures sous la présidence de Maître Laura ROSSI, Avocat à la Cour, résidant professionnellement au Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Maître Jean-Louis FROGNET, Avocat à la Cour, résidant professionnellement au Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur Maître Antonios NEZERITIS, Avocat à la Cour, résidant professionnellement au Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les membres du bureau, les actionnaires présents et les représentants des actionnaires représentés. Ladite liste signée ne varietur par les membres du bureau restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

II. Que l'entière du capital social étant représentée à l'Assemblée, aucune convocation préalable n'a été effectuée, les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir dûment reçu avis et pris connaissance de l'ordre du jour avant l'Assemblée.

III. Qu'il appert de ladite liste de présence que la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points à l'ordre du jour.

IV. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de la dénomination de la Société de "PIMCO LUXEMBOURG IV S.A." en "PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A." et modification de l'article 1 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«Il existe une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination de PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A. (la "Société")».

2. Modification de l'article 3 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«L'objet de la Société est la gestion, au sens de l'article 101 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la "Loi de 2010"), d'un ou plusieurs organismes de placement collectif en valeurs mobilières ("OPCVM") agréés conformément à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières, ainsi que, le cas échéant, d'un ou plusieurs organismes de placement collectif non soumis à cette directive (ces organismes de placement collectif ensemble avec les OPCVM, les "OPC") et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise des OPC.

Cette activité de gestion inclut la gestion, l'administration et la commercialisation de ces OPC.

La Société se chargera de toute action en rapport avec la gestion, l'administration et la promotion des OPC. Elle pourra, pour le compte des OPC, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et tous transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères et exercer pour le compte des OPC et des propriétaires de parts ou de certificats des OPC tous droits et privilèges en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs des OPC. Cette énumération n'est pas limitative, mais simplement indicative.

La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par le chapitre 15 de la Loi de 2010.»

3. Augmentation du capital de la Société d'un montant de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) à un million d'euros (EUR 1.000.000,-) par la création et l'émission de cinq cent (500) actions nominatives d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) par action.

4. Souscription et paiement de 25% de chaque nouvelle action de la Société.

5. Décision de créer du capital social autorisé non émis de la Société égal à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-).

6. Modification de l'article 5 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000,-), représenté par mille (1.000) actions nominatives d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) par action.

Le capital social autorisé non émis de la Société est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-).

Le Conseil d'Administration est autorisé, pour une période se terminant cinq (5) ans après la date de publication de la modification des Statuts au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social souscrit de la Société dans la limite du capital social autorisé, sauf prorogation par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration ou son/ses délégué(s) dûment nommé(s) par le Conseil d'Administration, peut de temps à autre, émettre ces actions dans la limite du capital social autorisé, au moment et selon les modalités et conditions, y compris le prix d'émission, que le Conseil d'Administration ou son/ses délégué(s) peu(ven)t décider à sa/leur discrétion. Le Conseil d'Administration est autorisé à supprimer, limiter ou renoncer aux droits préférentiels de souscription des actionnaires, dans la mesure qu'il juge utile pour toute émission ou émissions d'actions dans la limite du capital autorisé.

Les actions sont et resteront nominatives. Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, son domicile ou siège social, le nombre d'actions qu'il détient, la somme libérée pour chacune de ces actions ainsi que le transfert des actions et les dates de ces transferts.

Le transfert d'une action se fera par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaire pour agir à cet effet. La Société pourra également accepter en guise de preuve du transfert d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société.».

7. Modification de l'article 6 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«Le capital autorisé et émis de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolution des actionnaires prise conformément aux dispositions exigées pour la modification des présents statuts, telles qu'établies à l'article vingt-deux ci-après. En cas d'émission d'actions dans la limite du capital social autorisé, le Conseil d'Administration enregistrera telle émission et la modification de l'article 5 par acte notarié conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").».

8. Modification de l'article 23 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi de 1915 ainsi qu'à la Loi de 2010.»

9. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, prend, après délibération, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de modifier la dénomination de la Société de "PIMCO LUXEMBOURG IV S.A." en "PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A." et de modifier l'article 1 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«Il existe une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination de PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A. (la "Société").»

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«L'objet de la Société est la gestion, au sens de l'article 101 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la "Loi de 2010"), d'un ou plusieurs organismes de placement collectif en valeurs mobilières ("OPCVM") agréés conformément à la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières, ainsi que, le cas échéant, d'un ou plusieurs organismes de placement collectif non soumis à cette directive (ces organismes de placement collectif ensemble avec les OPCVM, les "OPC") et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise des OPC.

Cette activité de gestion inclut la gestion, l'administration et la commercialisation de ces OPC.

La Société se chargera de toute action en rapport avec la gestion, l'administration et la promotion des OPC. Elle pourra, pour le compte des OPC, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et tous transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères et exercer pour le compte des OPC et des propriétaires de parts ou de certificats des OPC tous droits et privilèges en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs des OPC. Cette énumération n'est pas limitative, mais simplement indicative.

La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par le chapitre 15 de la Loi de 2010.»

### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital de la Société de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) à un million d'euros (EUR 1.000.000,-) par la création et l'émission de cinq cents (500) actions nominatives d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) par action.

Les cinq cents (500) actions nouvelles seront souscrites par l'actionnaire unique de la Société et libérées à hauteur de 25% moyennant versement en numéraire, de sorte que la somme de cent vingt-cinq mille euros (125.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément

### *Quatrième résolution*

L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Conseil d'Administration prévu par l'Article 32-3 (5) de la loi du 15 août concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, décide d'instaurer un capital social autorisé non émis de la Société égal à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-).

### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000,-), représenté par mille (1.000) actions nominatives d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) par action.

Le capital social autorisé non émis de la Société est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-).

Le Conseil d'Administration est autorisé, pour une période se terminant cinq (5) ans après la date de publication de la modification des Statuts au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social souscrit de la Société dans la limite du capital social autorisé, sauf prorogation par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration ou son/ses délégué(s) dûment nommé(s) par le Conseil d'Administration, peut de temps à autre, émettre ces actions dans la limite du capital social autorisé, au moment et selon les modalités et conditions, y compris le prix d'émission, que le Conseil d'Administration ou son/ses délégué(s) peu(ven)t décider à sa/leur discrétion. Le Conseil d'Administration est autorisé à supprimer, limiter ou renoncer aux droits préférentiels de souscription des actionnaires, dans la mesure qu'il juge utile pour toute émission ou émissions d'actions dans la limite du capital autorisé.

Les actions sont et resteront nominatives. Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, son domicile ou siège social, le nombre d'actions qu'il détient, la somme libérée pour chacune de ces actions ainsi que le transfert des actions et les dates de ces transferts.

Le transfert d'une action se fera par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre des actionnaires, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaire pour agir à cet effet.

La Société pourra également accepter en guise de preuve du transfert d'autres instruments de transfert jugés suffisants par la Société.»

### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«Le capital autorisé et émis de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolution des actionnaires prise conformément aux dispositions exigées pour la modification des présents statuts, telles qu'établies à l'article vingt-deux ci-après. En cas d'émission d'actions dans la limite du capital social autorisé, le Conseil d'Administration enregistrera telle émission et la modification de l'article 5 par acte notarié conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").»

### *Septième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 23 des statuts de la Société pour avoir la teneur suivante:

«Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi de 1915 ainsi qu'à la Loi de 2010.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à heures.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. ROSSI, J-L. FROGNET, A. NEZERITIS, C. WERSANDT.



123254

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1 octobre 2013 LAC/2013/44386. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141463/332.

(130172063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

**AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S, Société en Commandite simple,  
(anc. A. Schulman Sàrl & Cie, SCS).**

**Capital social: EUR 91.837.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 103.434.

In the year two thousand and thirteen on the sixteenth day of August,

Before Us Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

A. Schulman, Inc., a Delaware corporation having its registered office at Corporation Trust Center 1209 Orange Street, Wilmington 19801, Newcastle, United States of America and registered with the Delaware Secretary of State under number 0724926 (the "Limited Partner"), and

AS Worldwide LLC, a Delaware limited liability company, having its registered office at 3550 West Market Street, Akron, Ohio 44333, the United States of America and registered with the Delaware Secretary of State (the "General Partner" and together the "Partners"),

here both represented by Mrs Solange Wolter, with professional office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of powers of attorney given under private seal.

Said powers of attorney signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing persons, represented by its proxyholder, have requested the notary to state as follows:

I. That the appearing parties are the Partners of A. Schulman S.à r.l. & Cie S.C.S., a Luxembourg limited corporate partnership (société en commandite simple), having its registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 103.434 and incorporated by a deed dated 8 July 2005 and enacted by Maître Paul Frieders, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 23 August 2004, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 19 November, 2004 under number 1182, page 56705 (the "Partnership"). The articles of association of the Partnership have been amended for the last time by a deed made under private seal, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 3 January 2006 under number 11 page 516 (the "Articles").

II. That the capital of the Partnership currently amounts to ninety-one million eight hundred thirty-seven thousand five hundred Euros (EUR 91,837,500) represented by one hundred twenty-two thousand four hundred and fifty (122,450) partnership interests with a nominal value of seven hundred and fifty Euros (EUR 750) each, all fully subscribed and entirely paid up.

III. That the Partners carried out a partnership transfer agreement whereby A. Schulman S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 103.433, transferred to AS Worldwide LLC its interest partnership in the Partnership, resulting in having AS Worldwide LLC being the new general partner of the Partnership.

IV. That the Partners declare that they have full knowledge of the agenda prior to the present meeting and agree to waive the notice requirement so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

V. That the agenda of the meeting is the following:

1) Change of the name of the Partnership from "A. Schulman S.à X r.l. & Cie, SCS" to "AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S".

2) Subsequent amendment of article 2 of the Articles.

3) Miscellaneous.

That, on basis of the agenda, the Partners take the following resolutions:

*First resolution*

The Partners resolve to change the name of the Partnership from "A. Schulman S.à r.l. & Cie, S.C.S" to "AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S".

*Second resolution*

The Partners consequently resolve to amend article 2 of the Articles which will henceforth be read as follows:

" **Art. 2. Name.** The Partnership will exist under the name of "AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S". "

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le seizième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

A. Schulnian Inc., une société de l'Etat du Delaware ayant son siège social au Corporation Trust Center 1209 Orange Street, Wilmington 19801, Newcastle, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Delaware Secretary of State sous le numéro 0724926 (l'«Associé Commanditaire»); et

AS Worldwide LLC, une société à responsabilité limitée de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au 3550 West Market Street, Akron, Ohio 44333, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Delaware Secretary of State (l'«Associé Commandité» et ensemble les «Associés»),

ici représentées par Madame Solange Wolter, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Lesquelles comparantes, représentées par son mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que les comparantes sont les Associés de A. Schulman S.à r.l. & Cie S.C.S., une société en commandite simple de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.434, et constituée par un acte de Maître Paul Frieders, alors notaire résidant à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en date du 23 Août 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 19 novembre 2004 sous le numéro 1182, page 56705 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte sous-seing privé, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 3 janvier 2006 sous le numéro 11 page 516 (les «Statuts»).

II. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à quatre-vingt-onze millions huit cent trente-sept mille cinq cents euros (91.837.500 EUR) représenté par cent vingt-deux mille quatre cent cinquante (122,450) parts sociales ayant une valeur nominale de sept cent cinquante euros chacune (750 EUR), toutes entièrement souscrites et libérées.

III. Que les Associés ont exécuté un contrat de cession de parts d'intérêt où A. Schulman S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.433, a transféré à AS Wolrdwide LLC ses parts sociales détenues dans la Société, ce qui a amené AS Worldwide LLC comme étant le nouvel associé commandité de la Société.

IV. Que les Associés déclarent avoir été dument informés du contenu de l'agenda avant la présente assemblée et acceptent de renoncer aux formalités de convocation afin que l'assemblée puisse délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

V. Que l'agenda de l'assemblée est le suivant:

- 1) Changement du nom de la Société de «A. Schulman S.à r.l. & Cie, SCS» à «AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S».
- 2) Amendement subséquent de l'article 2 des Statuts.
- 3) Divers.

Sur base de cet agenda, les Associés ont pris les décisions suivantes:

123256

*Première résolution*

Les Associés décident de changer le nom de la Société de «A. Schulman S.à r.l. & Cie, S.C.S.» à «AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S.».

*Deuxième résolution*

Les Associés décident de modifier en conséquence l'article 2 des Statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 2. Nom.** La Société existera sous le nom «AS Worldwide LLC & Cie, S. C.S.».

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 août 2013. Relation: LAC/2013/38477. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013122796/119.

(130149397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

---

**Coyote Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2529 Howald, 20, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 179.823.

---

**STATUTS**

L'an deux mille treize, le cinq août.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

**ONT COMPARU:**

1.- Monsieur Guillaume CHATARD, dirigeant de sociétés, né le 18 mars 1961 à Briey (France), demeurant à F-57050 Lorry-les-Metz, 40, Chemin Noir, et

2.- Madame Pascale CHATARD, directrice administrative, née le 26 avril 1962 à Pont-à-Mousson (France), demeurant à F-57050 Lorry-les-Metz, 40, Chemin Noir.

Tous les deux sont ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesdites procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent par la présente:

**Titre I<sup>er</sup> . - Objet - Raison sociale - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société a encore pour objet de toucher des indemnités et des rémunérations en tant qu'administrateur de sociétés du groupe ainsi que l'administration et la gérance de telles sociétés du groupe, à qui elle pourra notamment fournir toute prestation d'assistance stratégique, administrative ou commerciale.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières, industrielles, ou commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également réaliser toutes opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles, à l'exclusion des activités spécialement réglementées d'agent immobilier, de promoteur immobilier, et d'administrateur de biens - syndic de copropriété.



La société pourra aussi acquérir et mettre en valeur tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

D'une manière générale, elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et exécuter toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de COYOTE PARTICIPATIONS S.à R.L.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Howald.

La société peut ouvrir des succursales au Luxembourg ou dans d'autres pays.

Le siège pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

## **Titre II. - Capital social - Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à un million cent trente-six mille quarante-huit euros (1.136.048,- EUR), représenté par deux mille huit cent douze (2.812) parts sociales de quatre cent quatre euros (404,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

**Art. 7.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption.

Ils doivent l'exercer endéans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 9.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

## **Titre III. - Administration et gérance**

**Art. 10.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 11.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 12.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

**Art. 13.** Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

**Art. 14.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 15.** Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

**Art. 16.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

## Titre IV. - Dissolution - Liquidation

**Art. 17.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

## Titre V. - Dispositions générales

**Art. 18.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

### *Disposition transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

### *Intervention des apporteurs - Souscription - Libération*

Interviennent ensuite les deux comparants, fondateurs prédésignés, ici représentés en vertu de deux procurations susmentionnées, pour la souscription des deux mille huit cent douze (2.812) nouvelles parts sociales.

Les comparants ont ainsi déclaré souscrire les deux mille huit cent douze (2.812) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement, par l'apport en nature ci-après décrit, dans les proportions suivantes:

1.- Monsieur Guillaume CHATARD, préqualifié, mille cinq cent soixante-trois parts sociales, . . . . .	1.563
2.- Madame Pascale CHATARD, préqualifiée, mille deux cent quarante-neuf parts sociales, . . . . .	1.249
Total: deux mille huit cent douze parts sociales, . . . . .	2.812

Monsieur Guillaume CHATARD, et Madame Pascale CHATARD, fondateurs prédésignés, déclarent et reconnaissent que chacune des parts sociales souscrites a été intégralement libérée par l'apport réalisé en nature de parts sociales/ actions de sociétés ayant leur siège social dans un Etat membre de l'Union Européenne, ci-après décrit:

### *Description de l'apport en nature*

#### 1.- Apport en nature de Monsieur Guillaume CHATARD:

a) Mille deux cent cinquante et une (1.251) parts sociales d'une valeur nominale d'environ quinze euros et vingt quatre cents (15,24 EUR) chacune, de la société à responsabilité limitée de droit français "COYOTE FOOD", établie et ayant son siège social à F-55100 Verdun, 54, avenue de Metz, R.C.S. Bar-le-Duc numéro B 429 174 485, avec un capital souscrit et libéré de trente huit mille cent douze euros et vingt cinq cents (38.112,25 EUR), c'est à dire cinquante virgule zéro quatre pour cent (50,04 %) de la totalité de ses parts sociales émises, cet apport étant évalué à un cinq cent cinq mille quatre cent quatre euros (505.404.- EUR).

Cet apport a fait l'objet d'une évaluation établie préalablement aux présentes en date du 10 juillet 2013 par Monsieur Guillaume CHATARD, préqualifié, gérant de la société "COYOTE FOOD".

b) Quatre cent cinquante (450) actions d'une valeur nominale de trente deux euros (32.- EUR) chacune, de la société anonyme de droit luxembourgeois "LUXGRILL S.A.", établie et ayant son siège social à L-2529 Howald, 20, rue des Scillas, R.C.S. Luxembourg numéro B 81.800, avec un capital souscrit et libéré de trente deux mille euros (32.000.- EUR), c'est à dire quarante cinq pour cent (45 %) de la totalité de ses actions émises, cet apport étant évalué à cent vingt six mille quarante huit euros (126.048.- EUR).

Cet apport a fait l'objet d'une évaluation établie préalablement aux présentes en date du 10 juillet 2013 par Monsieur Guillaume CHATARD, préqualifié, administrateur-délégué de la société "LUXGRILL S.A.".

#### 2.- Apport en nature de Madame Pascale CHATARD:

Mille deux cent quarante neuf (1.249) parts sociales d'une valeur nominale d'environ quinze euros et vingt quatre cents (15,24 EUR) chacune, de la société à responsabilité limitée de droit français "COYOTE FOOD", établie et ayant son siège social à F-55100 Verdun, 54, avenue de Metz, R.C.S. Bar-le-Duc numéro B 429 174 485, avec un capital souscrit et libéré de trente huit mille cent douze euros et vingt cinq cents (38.112,25 EUR), c'est à dire quarante neuf virgule quatre vingt seize pour cent (49,96 %) de la totalité de ses parts sociales émises, cet apport étant évalué à un cinq cent quatre mille cinq cent quatre vingt seize euros (504.596.- EUR).

Cet apport a fait l'objet d'une évaluation établie préalablement aux présentes en date du 10 juillet 2013 par Monsieur Guillaume CHATARD, préqualifié, gérant de la société "COYOTE FOOD".

### *Preuve de l'existence de l'apport*

Preuve de l'existence des apports visés sous 1) a) et 2) ci-dessus a été donnée au notaire instrumentant par la copie des statuts et des documents sociaux de "COYOTE FOOD" attestant le nombre actuel de parts sociales et leur appartenance actuelle dans le chef des apporteurs.

Preuve de l'existence de l'apport visé sous 1) b) ci-dessus a été donnée au notaire instrumentant par la copie des statuts et des documents sociaux de "LUXGRILL S.A." attestant le nombre actuel d'actions et leur appartenance actuelle dans le chef de l'apporteur.

### *Réalisation effective de l'apport*

Monsieur Guillaume CHATARD, et Madame Pascal CHATARD, fondateurs et apporteurs, déclarent que:

- toutes les parts sociales/actions apportées sont entièrement libérées;
- ces parts sociales/actions sont sous forme nominative;
- ils sont les pleins propriétaires de ces parts sociales/actions et possèdent le pouvoir d'en disposer;
- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit d'en acquérir une ou plusieurs;
- ces parts sociales/actions sont librement transmissibles;
- toutes formalités seront réalisées dans les Etats respectifs aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

#### *Rapport d'évaluation*

Reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de sa responsabilité, légalement engagée (1) en sa qualité de gérant de la société "COYOTE FOOD" et (2) en sa qualité d'administrateur-délégué de la société "LUXGRILL S.A.", à raison de l'apport en nature ci-avant décrit, Monsieur Guillaume CHATARD marque expressément son accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation, sur le transfert de la propriété desdites parts sociales/actions et confirme la validité des souscription et libération.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à environ 2.400,- EUR.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est établie à L-2529 Howald, 20, rue des Scillas.
- 2.- Monsieur Guillaume CHATARD, dirigeant de sociétés, né le 18 mars 1961 à Briey (France), demeurant à F-57050 Lorry-les-Metz, 40, Chemin Noir, est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualité, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 9 août 2013. Relation GRE/2013/3314. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122940/173.

(130149472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

#### **Brasserie de Schengen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5444 Schengen, 2, rue Robert Goebbels.

R.C.S. Luxembourg B 179.831.

#### **STATUTS**

L'an deux mille treize.

Le vingt-deux août.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

#### **ONT COMPARU:**

- 1.- Monsieur Michel DE CILLIA, comptable, demeurant à L-5465 Waldbredimus, 17, rue de Gondelange.
- 2.- Monsieur Paul STEINHÄUSER, administrateur de sociétés, demeurant à L-5692 Elvange, 16, rue Nicolas Brucher.
- 3.- Dr. Jean-Marie PROSPERI, directeur, demeurant à L-6725 Grevenmacher, 38, rue du Stade.

Lesquels comparants sont ici représentés par Madame Peggy SIMON, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt, en vertu de trois procurations sous seing privé lui délivrées en date du 8 août 2013,

lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et les propriétaires de parts qui pourront l'être dans la suite, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 et par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques.

La société a également pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de Brasserie de Schengen S.à r.l..

**Art. 5.** Le siège social est établi à Schengen.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'un consentement des associés.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124.-) chacune.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Cession de parts. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés sous réserve du droit de préemption ci-après stipulé.

Si un associé se propose de céder tant à titre gratuit qu'à titre onéreux tout ou partie de ses parts sociales, il doit les offrir préalablement à tous ses co-associés. L'importance des parts offertes aux co-associés doit se faire proportionnellement à leur participation dans la société. Ladite offre faite aux co-associés devra se faire au moins trois (3) mois avant la fin de l'exercice en cours.

A défaut d'accord sur le prix après un délai de quatre semaines de la notification de l'offre de cession, le ou les associés cédants et le ou les associés cessionnaires désigneront chacun un expert destiné à les départager pour fixer la valeur de cession, en se basant sur le bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou des deux dernières année(s).

Le ou les gérants communiquent par lettre recommandée le résultat de l'expertise aux associés en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter ou céder leurs parts sociales au prix arrêté. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir des parts sociales, les parts sociales à céder seront offertes aux associés cessionnaires en proportion de leur participation dans la société. Le silence de la part des associés pendant ledit délai de quatre semaines équivaut à un refus.

Transmission de parts pour cause de mort.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés survivants, sauf si les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréées et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par pli recommandé à la poste.

Toutefois, pendant ledit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales (qui prévoit que dans aucun cas la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale), soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule suivant la procédure ci-avant établie.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Toute cession de parts sociales doit, sous peine de nullité, être acceptée par la société.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à toutes cessions de parts sociales à titre gratuit ou à titre onéreux.

La mise en gage ou le nantissement des parts sociales pour raison d'un cautionnement quelconque ainsi que l'apport des parts sociales comme contre-valeur d'une fraction ou de la totalité du capital, dans le capital d'une société, sont interdites sans l'accord des associés statuant comme en matière de modification de statuts.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'assemblée des associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs tels que fixés dans l'acte de nomination pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la société, à condition qu'ils rentrent dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale fixe les attributions et pouvoirs des différents gérants.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

**Art. 16.** Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

**Art. 17.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 18.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

**Art. 19.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

#### *Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-trois des lois sur les sociétés (loi du dix-huit septembre mil neuf cent trente-trois) se trouvent remplies.

#### *Souscription et Libération du capital social*

Les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Michel DE CILLIA, prénommé, trente-trois parts sociales . . . . .	33
2.- Monsieur Paul STEINHÄUSER, prénommé, trente-trois parts sociales . . . . .	33
3.- Dr. Jean-Marie PROSPERI, prénommé, trente-quatre parts sociales . . . . .	34
Total: cent parts sociales . . . . .	100

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.

#### *Évaluation*

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille Euros (€ 1.000.-).

*Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt les associés, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes.

1.- Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Michel DE CILLIA, comptable, né à Luxembourg, le 7 octobre 1968, demeurant à L-5465 Waldbredimus, 17, rue de Gondelange.

2.- La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes du gérant et d'un des autres associés.

3.- Le siège social de la société est établi à L-5444 Schengen, 2, rue Robert Goebbels.

*Déclaration*

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 23 août 2013. Relation: ECH/2013/1599. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013122860/143.

(130149752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

**StyleWar S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 105.446.

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth of August.

Before Us, Maître Jean-Paul Meyers, notary, residing in Rambrouch (Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "STYLEWAR S.A., société de gestion de patrimoine familial", a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, 42, rue de la Vallée, (R.C.S. Luxembourg: B-105446), incorporated by a notarial deed on December 30<sup>th</sup> 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 383 of April 27<sup>th</sup> 2005, the articles of which have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner on December 17<sup>th</sup> 2012, published in the Mémorial number 661 of March 19<sup>th</sup> 2013.

The extraordinary general meeting is opened by Sébastien Bombenger, private employee, with professional address in Luxembourg in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Johanna Tenebay, private employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Lucile Wernert, private employee, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. decision to put the company into liquidation.

2. appointment of the Liquidator and definition of its powers.

II) The shareholders present or represented and the number of their shares held by each of them are shown on an attendance list, which, signed by the shareholders or their representatives and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III) It appears from the said attendance-list that all the shares representing the total subscribed capital are present or represented at this meeting. All the shareholders present declare that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

IV) The present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.



After deliberation, the meeting adopts unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The Extraordinary General Meeting of Shareholders resolves to proceed to the immediate dissolution of the Company.  
The Extraordinary General Meeting of Shareholders resolves to pronounce its liquidation as of today.

*Second resolution*

The Extraordinary General Meeting of Shareholders resolves to appoint as sole liquidator of the company:

The company "GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.", a company existing under the laws of Luxembourg, established and having its registered office in 83, Pafebruch, L-8308 Capellen (Luxembourg), (R.C.S. Luxembourg, section B number 42298).

*Third resolution*

The Extraordinary General Meeting of Shareholders resolves to confer the following powers to the liquidator:

The liquidator is vested with the broadest powers provided by the articles 144 and following of the consolidated laws on commercial companies as amended.

The liquidator is allowed to perform all acts provided in article 145 without authorisation of the General Meeting of Shareholders if the latter is required.

The liquidator is dispensed from drawing up an inventory and may refer to the books of the Company.

The liquidator may on his own responsibility and for particular and specific acts delegate a part of his powers determined by the liquidator to one or several third persons to act as his proxies.

Nothing else being on the agenda, the meeting was thereupon closed.

WHEREOF the present deed is drawn up in Luxembourg, in the registered office of the company, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, the said persons signed together with us the notary this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le treize 13 août.

Par-devant Nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch (Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «STYLEWAR S.A., société de gestion de patrimoine familial», ayant son siège social à Luxembourg, 42, rue de la Vallée, (R.C.S. Luxembourg: B-105446) constituée suivant acte notarié en date du 30 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 383 du 27 avril 2005, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph Wagner en date du 17 décembre 2012, publié au Mémorial numéro 661 du 19 mars 2013.

La séance est ouverte sous la présidence de Sébastien Bombenger, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Johanna Tenebay, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Lucile Wernert, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, la présidente expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

*Ordre du jour*

1. Dissolution et mise en liquidation de la société;

2. Nomination d'un Liquidateur et fixation de ses pouvoirs;

II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires décide de procéder à la dissolution immédiate de la Société.  
L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de prononcer sa mise en liquidation avec effet à ce jour.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires décide de nommer comme liquidateur de la Société:  
la société «GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.», une société anonyme, régie par le droit luxembourgeois, établie  
et ayant son siège social au 83 Pafebruch, L-8308 Capellen (Luxembourg), (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 42298).

*Troisième résolution*

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires décide d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:  
Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés  
commerciales, telles que modifiées.  
Le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée  
Générale des Associés dans les cas où elle est requise.  
Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.  
Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs  
mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.  
Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant,  
le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes  
comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bombenger, Tenebay, Wernert, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 20 août 2013. Relation: RED/2013/1397. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S. L. et de la  
publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 22 août 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013122680/115.

(130148568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

---

**QCP GCO Equity Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 111.760.

—  
**EXTRAIT**

En date du 8 août 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de Jacques de Patoul en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 22 août 2013;
- Erik Johan Cornelis Schoop, né à Amsterdam, Pays-Bas, le 07 juin 1970, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant de la Société avec effet au 22 août 2013 et pour une durée indéterminée.

A compter du 22 août 2013, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Virginia Strelen, gérant;
- Brian Bytof, gérant;
- Michael Anthony Huber, gérant;
- Erik Johan Cornelis Schoop, gérant.

Pour extrait conforme,  
Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013123310/21.

(130149983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

---